

Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,
Mesdames et Messieurs les Délégués,
...

Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Voilà des années que j'entends vanter la République de Palaos, pour sa politique comme pour ses trésors naturels et son accueil, et voilà des années que je voulais prendre le temps de venir ici par moi-même, pour découvrir vos paysages, bien sûr, mais pour connaître surtout les hommes qui les font vivre, qui les développent et les préservent.

Je suis donc venu aujourd'hui à Palaos comme un frère de l'autre bout du monde, après la visite du Président Remengesau que j'avais eu le plaisir de recevoir l'an passé à Monaco.

Je suis venu comme un représentant d'un petit Etat maritime, dont l'avenir s'écrit avec celui des mers et est par conséquent indissociablement lié au vôtre.

Je suis venu comme un acteur décidé de la préservation de l'environnement, qui consacre une part importante de son énergie à défendre notre patrimoine commun.

Je suis venu comme un amoureux de la mer et de la nature, heureux de découvrir vos trésors et soucieux de tout faire, comme vous le faites, pour les protéger.

Je suis venu comme un frère que ni la distance géographique, ni les différences de culture, ni même les intérêts divers ne pourront jamais détourner de tout ce qui nous relie.

Ce qui nous relie, Mesdames et Messieurs, c'est la conscience commune d'un intérêt supérieur. L'intérêt supérieur d'une planète dont la préservation est aujourd'hui incertaine. L'intérêt supérieur d'océans plus que jamais en proie à des menaces multiples que vous connaissez comme moi : la pollution, la surpêche, l'exploitation irresponsable de certaines ressources sous-marines minérales, notamment des hydrocarbures, la fragilisation des zones les plus sensibles, comme les récifs coralliens, l'érosion de la biodiversité, ainsi que le réchauffement climatique et ses corollaires, tels que l'acidification des eaux, sur laquelle le Palau International Coral Reef Center (PICRC) conduit un travail essentiel et sur laquelle la Principauté s'est elle aussi beaucoup investie...

Face à ces dangers, nous partageons je le sais une même soif d'agir. Et nous suivons des chemins parallèles, confrontés aux mêmes problèmes et aux mêmes difficultés.

Pour la République de Palaos comme pour la Principauté de Monaco, le défi est d'agir face à un problème global, alors que notre champ d'action est géographiquement limité. Cette équation, qui se manifeste pour nos petits Etats avec une acuité particulière, pose en réalité un même problème à tous les pays soucieux d'agir pour l'environnement, quelle que soit leur taille.

Car les dangers que nous combattons ignorent les frontières. Ils résultent de mécanismes planétaires que nul ne peut isolément maîtriser.

La seule manière de protéger efficacement et globalement notre planète, c'est de le faire tous ensemble.

Pour cela, les Nations Unies demeurent le cadre de référence. C'est pourquoi je participe depuis plus de vingt ans à l'ensemble des sommets onusiens consacrés à l'environnement, dans lesquels la République de Palaos est particulièrement active. Et c'est pourquoi nous devons développer les outils multilatéraux consacrés à la mer, qui sont aujourd'hui insuffisants face aux nouveaux enjeux.

Le principal d'entre eux est la Convention de Montego Bay. La Principauté de Monaco, qui fut l'un des premiers Etats signataires de cette Convention, a pu mesurer depuis trente ans les nombreuses mesures de préservation que cette Convention autorise. La définition du plateau continental ou des zones d'exclusivité économique, comme l'institution d'un Tribunal international du droit de la mer, ont ainsi constitué des avancées importantes, qui ont permis de répondre à certains des problèmes que traversent les mers.

Mais nous avons aussi pu constater que ce texte demeure insuffisant sur bien des points, comme la question du plateau continental étendu, qui est aujourd'hui au cœur de nombreuses interrogations, puisqu'elle détermine la capacité des Etats à s'approprier les ressources sous-marines. Plus largement, c'est le statut de la haute mer et de ses fonds qui est insuffisamment clarifié dans cette Convention.

Ce n'est pas faute, pourtant, de tenter de mobiliser les instances internationales sur le sujet. Mais l'émergence d'une décision internationale n'est hélas jamais chose facile.

Nous avons tous en mémoire les déceptions qui ont accompagné la plupart des derniers rendez-vous internationaux consacrés à la défense de l'environnement. Je crois que la

situation de crise actuelle, qui pousse chaque Etat à se préoccuper d'abord de la défense de ses intérêts immédiats, ne pourra pas être surmontée à brève échéance. Quand bien même la situation économique mondiale s'améliorerait radicalement, ce que je souhaite bien sûr, il est peu probable que beaucoup d'Etats souverains acceptent de renoncer à certains privilèges au nom de l'intérêt supérieur des générations futures.

C'est pourquoi, plutôt que de courir après un accord universel, et plutôt que d'ouvrir un long cycle de négociations autour de la Convention de Montego Bay, je crois plus pertinent de chercher à utiliser à bon escient et de façon ponctuelle les outils dont nous disposons.

Je pense évidemment aux aires marines protégées, qui figurent parmi les moyens les plus prometteurs dont nous disposons. Avec ces aires marines protégées, nous est donnée la possibilité de concilier préservation des mers et développement des populations riveraines

La République de Palaos, avec d'autres Etats de Micronésie, joue ici un rôle pionnier que je tiens à saluer. Vos initiatives en la matière sont en effet des références dans le monde entier. La zone de préservation des requins que vous avez initiée est l'une des démarches les plus innovantes en la matière et elle est suivie partout avec le plus grand intérêt. A travers cette espèce emblématique de la biodiversité marine, vous prouvez en effet l'utilité de ces zones que je crois indispensables à la préservation de l'équilibre de nos mers. Et je tiens à saluer aussi le « Micronesia Challenge », initié notamment par la République de Palaos et conduit par les Etats Fédérés de Micronésie, la République des Iles Marshall, Guam et les Mariannes du Nord, et qui vise à assurer la protection d'au moins 30% des ressources maritimes proches du littoral et de 20% des ressources terrestre.

Sur ce point encore, nos pays se rejoignent. La Principauté est en effet à l'origine d'une zone de préservation des mammifères marins parmi les premières de Méditerranée, le sanctuaire Pelagos, qui fut créé il y a plus de dix ans avec la France et l'Italie. Avant cela, mon Père avait initié cette pratique il y a plus de trente ans en créant à Monaco une des premières aires protégées littorales, la réserve du Larvotto. Et, à la tête de l'Etat monégasque comme avec ma Fondation, j'agis et je milite inlassablement pour le développement de ces aires, en Méditerranée, bien sûr, mais aussi en Arctique et sur toutes les mers du globe.

C'est en ce sens notamment que j'ai créé il y a trois ans la Monaco Blue Initiative, think tank regroupant des défenseurs de l'environnement, des scientifiques, des acteurs économiques et des responsables politiques autour des problématiques marines. Parmi les sujets qu'elle aborde, les aires marines protégées occupent une place centrale, car elles représentent une

manière unique d'aborder la mer de manière responsable et profitable au plus grand nombre. C'est pour cela qu'il nous faut tout faire pour les développer au maximum.

Aujourd'hui, l'ONU estime que 8,3 millions de kilomètres carrés, soit 2,3% des océans du globe, sont protégés. C'est évidemment trop peu et nous sommes encore loin de l'objectif de 10% fixé en 2010 à Nagoya, et plus encore de celui de 20% qui est à mon sens le seuil à atteindre pour véritablement protéger les océans. Mais partout dans le monde, un vaste mouvement est en marche que je crois important de souligner et d'accompagner. Il concerne les aires marines protégées, mais il concerne plus largement la préservation des océans et la protection de la planète.

La prise de conscience environnementale à laquelle nous assistons depuis une quinzaine d'années est en effet un mouvement de fond, qui doit nous encourager à agir. Je crois qu'en nul autre temps on n'a assisté à une évolution aussi rapide et aussi puissante, capable de se répandre sur toute la surface du globe et de modifier en profondeur bon nombre de certitudes et de réflexes que l'on croyait éternels.

Lorsque nous voyons aujourd'hui la Chine ou les Etats-Unis investir massivement dans les énergies renouvelables, nous comprenons bien qu'un bouleversement est à l'œuvre partout dans le monde.

Nous ne sommes plus seuls. Des millions de gens sont désormais conscients des périls qui menacent. Ils veulent agir avec nous. Ils demandent des outils, des perspectives, des exemples. C'est le sens des actions de sensibilisation à l'environnement que je mène à travers le monde, en particulier avec ma Fondation, active sur les thèmes de l'eau, de la biodiversité et du climat. Et c'est le sens aussi de l'exemple qu'incarne votre pays. Tous ensemble, nous devons inlassablement expliquer, sensibiliser, tracer la voie pour nos contemporains.

Par son patrimoine, par ses initiatives et par sa détermination, la République de Palaos joue ici un rôle de modèle auquel je tiens à rendre hommage.

Je pense bien entendu à vos nombreuses initiatives en matière d'aires marines protégées, que j'évoquais à l'instant et que je veux une fois de plus souligner.

Je pense à votre constitution qui, dès son article VI, reconnaît la préservation de l'environnement comme un objectif prioritaire du gouvernement, au même titre que le développement économique, la sécurité publique, l'éducation ou encore la justice sociale. Cette constitutionnalisation de l'environnement est pour beaucoup d'Etats un modèle, et j'espère un objectif.

Je pense aussi au projet de résolution présenté par votre République à l'ONU et qui vise à solliciter l'avis de la Cour Internationale de Justice (CIJ) sur la responsabilité des Etats émetteurs de gaz à effet de serre dans le changement climatique auquel, Etat insulaire, vous êtes tout particulièrement sensibles.

Je pense enfin au fabuleux exemple incarné par votre beau pays, qui propose une manière à la fois efficace et pérenne de faire avancer ensemble développement et environnement. Par la promotion d'un tourisme responsable, par le développement d'une pêche, d'une conchyliculture, d'une aquaculture et d'une agriculture durables, vous proposez aujourd'hui un modèle qui doit être mieux connu car il est porteur d'espoir.

Alors que 40 % de la population mondiale vit à moins de 60 kilomètres des côtes, proportion qui va croissante du fait du tourisme et des migrations, et alors que l'on estime qu'à la fin de ce siècle 80 % de la population mondiale cohabitera sur une bande littorale de 100 kilomètres, le monde a besoin d'inventer une nouvelle manière de vivre avec la mer, qui soit féconde et profitable à tous.

Car nous ne devons jamais oublier que la préservation de l'environnement est indissociable du développement des populations.

C'est le cas ici, où les périls liés au réchauffement climatique ne menacent pas seulement quelques espèces ou quelques paysages, mais mettent en péril tout l'équilibre de votre pays.

C'est le cas dans toutes les zones sensibles de la planète, où les hommes, et souvent les plus fragiles d'entre eux, sont victimes des dégradations de l'environnement.

Mais c'est le cas plus largement pour l'ensemble de nos contemporains, qui doivent comprendre que leur avenir est indissociable de celui de la Planète. Là est l'enjeu de notre siècle : inventer une nouvelle manière de produire, de consommer, de se déplacer, de travailler, de vivre, qui ne se fonde pas sur la prédation et la destruction des ressources naturelles.

C'est une tâche immense mais exaltante. C'est un choix que chacun de nous doit faire. Comme l'a dit Martin Luther King, « every man must decide whether he will walk in the light of creative altruism or in the darkness of destructive selfishness. »

Alors que les choix se font chaque jour plus nécessaires et les périls plus menaçants, je suis heureux de pouvoir compter sur la République de Palaos et sur chacun d'entre vous.

Je vous remercie.